

Grip veut multiplier les procès contre Google en Europe

À l'heure où la Commission européenne étudie [la réponse de Google à sa communication de griefs](#), certains envisagent de multiplier les poursuites civiles contre le moteur de recherche. Le cabinet de conseil bruxellois Avisa et le cabinet d'avocats international Hausfeld, viennent de mettre en ligne la [plateforme Grip \(Google redress & integrity platform\)](#) à l'attention de plaignants. Leur objectif : aider les parties prenantes – entreprises et particuliers – qui s'estiment flouées par Google, à lancer des actions auprès de tribunaux européens pour tenter d'obtenir des dommages et intérêts.

Google pris en grip...pe en Europe

Les affaires sont les affaires... **Avisa et Hausfeld** sont deux organisations actives à Bruxelles et connaissent bien le dossier antitrust ouvert contre Google en 2010. Avisa a notamment travaillé avec le plaignant français 1PlusV, et Hausfeld a représenté le comparateur britannique Foundem. Pour légitimer leur site Grip, les consultants d'Avisa et les avocats d'Hausfeld tablent sur une hypothétique condamnation, en 2016, de l'entreprise américaine par la Commission. En Europe, Google est accusé d'abus de position dominante sur le marché des comparateurs de prix. Et ce en favorisant ses propres services via son moteur de recherche. Le 27 août dernier, l'entreprise américaine a répondu à Bruxelles en rejetant les accusations proférées à son encontre.

Aujourd'hui, Bruxelles étudie les arguments avancés par Google et ses concurrents s'impatientent. Si la Commission conclut à l'existence d'une infraction, elle peut infliger une amende pouvant atteindre 10 % du chiffre d'affaires annuel mondial de Google, soit un plafond d'environ 6,6 milliards de dollars sur la base de ses résultats 2014. Mais **Margrethe Vestager**, commissaire à la concurrence en charge du dossier depuis la fin d'année dernière, ne devrait pas rendre de décision définitive avant la fin 2015, voire le printemps 2016... Reste à savoir si Grip survivra d'ici là.

Lire aussi :

[Antitrust : Google rejette les accusations de l'Europe](#)

[Antitrust : l'UE accuse officiellement Google et se penche sur Android](#)

crédit photo © RTimages – Fotolia.com